

## RÉSUMÉ DE LA SESSION

---

### ■ SESSION D'OUVERTURE : DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Mardi 24 mai 2011

Animateur du débat : **Axel Threlfall**, Présentateur principal, Reuters

Orateurs : **Angel Gurría**, Secrétaire général de l'OCDE

**Herman Van Rompuy**, Président du Conseil européen

La session d'ouverture du Forum fait la part belle aux jeunes. Ainsi, lorsque le Secrétaire général de l'OCDE, **Angel Gurría**, rappelle les réalisations accomplies par l'Organisation au cours des cinquante dernières années, il revient sur la crise et l'envisage sous l'angle de ses répercussions sur les jeunes générations. Il présente l'Initiative de l'OCDE pour une vie meilleure et l'Indice du mieux-vivre, qui seront tous deux lancés à l'occasion du Forum (mardi 24 mai).

Le Président du Conseil européen, **Herman Van Rompuy**, félicite l'OCDE, née elle aussi, à l'instar de l'Union européenne, « au lendemain de la Seconde guerre mondiale » pour ses réalisations « impressionnantes qui ont obtenu la reconnaissance qu'elles méritaient ».

La reprise économique reste pour M. Gurría un sujet de préoccupation. « Nous n'en avons pas encore fini avec la crise », a-t-il annoncé. « Elle n'est pas encore derrière nous, et je pense qu'elle est seulement en train de prendre un nouveau visage ». Les déficits demeurent profonds et s'installent dans la durée, le chômage est élevé, de même que les dettes souveraines. Il rappelle aux participants que le chômage avoisine toujours en moyenne 10 % dans les pays de l'OCDE et que le chômage des jeunes culmine à 30 % dans certains pays. « Rien qu'en 2009, le nombre des travailleurs pauvres a augmenté de 100 millions ».

« Nous sommes conscients que la crise actuelle révèle l'échec des systèmes économiques traditionnels », admet M. Gurría, « et nous nous employons à tirer de cette crise tous les enseignements nécessaires pour donner naissance à une nouvelle réflexion autour de l'économie ». Il nous faut également tenir compte du déplacement de l'épicentre de l'activité économique : « D'ici 2030, les pays en développement représenteront près de 60 % du PIB mondial ; pour le développement, cette évolution s'apparente à un véritable big bang », ajoute-t-il. Elle doit également donner l'occasion à l'OCDE de ne plus considérer sa collaboration avec ces pays uniquement en termes d'aide, mais comme une coopération visant à atteindre une croissance soutenue et une réduction durable de la pauvreté.

M. Van Rompuy estime que les objectifs poursuivis par le général Marshall lors de la création du prédécesseur de l'OCDE, l'OECE, et par Robert Schuman ont tous deux contribué à la naissance de l'Europe moderne. Aujourd'hui, « l'Europe est devenue un havre de paix et de stabilité », poursuit-il. Elle n'en a toutefois pas été moins vulnérable à la crise et aux bouleversements mondiaux. C'est de ces bouleversements qu'il souhaite la protéger, afin d'assurer la pérennité du mode de vie dont jouit l'UE. « Nous avons besoin d'une croissance économique structurelle d'au moins 2 % pour préserver la prospérité des citoyens et permettre à l'Europe de conserver sa place sur la scène mondiale ».

« L'Europe est plus audacieuse et fait preuve de davantage d'innovation que ce qu'affirment ses détracteurs », affirme-t-il en citant quatre mesures prises par cette dernière face à la crise : la création d'un fonds de 500 milliards EUR pour soutenir les pays membres en difficulté ; la mise en place de nouveaux mécanismes destinés à éviter qu'une crise semblable se reproduise à l'avenir ; l'adoption d'un Pacte Euro Plus visant à renforcer la cohérence des politiques ; et la restructuration des systèmes de supervision et de réglementation. Les allégations selon lesquelles l'euro serait en danger ne le convainquent pas. « En tant qu'entité, l'Union européenne représente 20 % du PIB mondial », précise-t-il, tout en soulignant qu'il ne saurait y avoir « d'union monétaire sans union économique » : partager la même monnaie n'est tout simplement pas suffisant.

Face aux sceptiques qui doutent de la capacité de l'UE de gérer la crise des déficits, M. Van Rompuy rappelle qu'à eux deux, l'Espagne et le Portugal ne représentent que 6 % du PIB total de l'UE. « L'UE reste solide » assure-t-il. Pour finir de les convaincre, il invoque Antoine de Saint-Exupéry qui avait un jour déclaré « Si tu veux construire un bateau, fais naître dans le cœur de tes hommes et femmes le désir de la mer ».

La confiance dont fait preuve M. Van Rompuy est **remise en question** par un membre du public, député israélien. Il se demande si les troubles sociaux que traversent de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que les manifestations de masse en Grèce et en Espagne ne représentent pas une menace pour la démocratie. M. Van Rompuy fait remarquer que l'Europe a connu de telles manifestations par le passé, notamment en mai 68, en France. Loin de menacer la démocratie, ces troubles témoignent de sa vitalité. La nouveauté – si nouveauté il y a – est que ce ne sont plus des organisations qui sont à l'origine de ces manifestations, mais des individus, avec l'aide des nouvelles technologies.

M. Gurría exhorte les participants à la prudence en leur recommandant de ne pas faire d'amalgame entre les crises qui touchent différents pays d'Europe. La crise que connaît la Grèce a une origine budgétaire, celle de l'Irlande provient du secteur bancaire, alors que le Portugal s'est « tiré une balle dans le pied » par des décisions stratégiques peu judicieuses. L'Espagne a courageusement entrepris de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés son secteur bancaire, son marché du travail, son système de retraite, ainsi que de combler ses déficits, et s'apprête à relever le cinquième défi que constitue la réforme des négociations collectives.

Une telle confusion rend-elle la situation plus difficile à gérer ? Faisant référence au rendement des obligations, l'animateur de la session, **Axel Threlfall** se demande si ce ne sont pas plutôt les marchés, et non les dirigeants politiques, qui tirent les ficelles.

M. Van Rompuy acquiesce. « La première décennie de la zone euro a été relativement fructueuse. Toutefois, il existait déjà de nombreux problèmes ....auxquels personne ne s'attaquait en l'absence d'une véritable volonté politique ». En sa qualité de ministre belge du Budget, confronté à la nécessité de

réduire le déficit budgétaire, il est parvenu à le diminuer de six points en six ans. « La Grèce a dû y parvenir en seulement un an » s'exclame-t-il, admiratif. « Les marchés ne donnent pas à certains pays le temps » dont ils auraient besoin pour accomplir leurs réformes.

Un membre du public demande à M. Gurría si le slogan « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » s'adresse uniquement aux membres de l'OCDE ou concerne également les pays en développement. Le Secrétaire général ne marque aucune hésitation et rappelle à son interlocuteur que le Centre de développement de l'OCDE travaille avec plus de 100 pays en développement, et que l'Organisation a mis en place de nombreux programmes et projets dans les économies en développement et les économies émergentes, au nombre desquels on peut citer le Forum pour le partenariat avec l'Afrique, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement. Il précise toutefois que l'OCDE « ne se limite pas à l'aide ». Verser des fonds ne suffit pas (ce n'est d'ailleurs pas la mission de l'OCDE) ; les organismes doivent être en mesure d'acheminer cette aide et de rendre des comptes quant à leurs résultats.

Selon M. Gurría, les cinquante prochaines années peuvent nous donner l'occasion de « réaliser les rêves de nos parents ». Par qui serons-nous jugés ? « Tout simplement par des millions de jeunes à travers le monde qui espèrent que *nous ne leur ferons pas défaut* ».

LT